



Eurobaromètre Standard 82

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE Automne 2014

RAPPORT NATIONAL

BELGIQUE

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en Belgique.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 82 / Automne 2014 – TNS Opinion & Social

INTRODUCTION.....	1
I. Les Belges et la situation économique	1
1. Les principales préoccupations des Belges au niveau national et européen	2
2. L'évaluation de la situation économique	3
3. Le soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro	5
II. Les Belges et la confiance	6
1. La confiance dans les institutions nationales	6
2. La confiance dans l'Union européenne	7
3. La confiance dans l'avenir et la sortie de crise de l'Europe	8
III. La citoyenneté européenne des Belges	9
1. Les Belges, des citoyens européens	9
2. Les Belges et leurs droits	11
CONCLUSION.....	11

INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats obtenus dans le cadre de l'Eurobaromètre Standard 82.1 réalisé en Belgique entre le 8 et le 17 novembre 2014. Comme cela est le cas lors de chaque vague de l'Eurobaromètre Standard, les citoyens ont été invités à s'exprimer à propos de leur situation personnelle, de la situation socio-économique de leur pays à part entière et au sein de l'Union européenne (UE). Ils ont fait part de leurs attentes à moyen terme, au niveau personnel, mais aussi à l'égard de la situation de leur pays et de l'UE.

Dans un contexte toujours marqué par les effets de la crise financière et économique, une part importante de l'enquête porte sur ces questions et amène les répondants à juger la situation économique et à évaluer les mesures prises par l'UE. Ainsi, si les Belges considèrent que le chômage et la situation économique sont les principaux problèmes auxquels leur pays doit faire face, ils évaluent plus positivement leur situation économique personnelle que la situation économique de leur pays. Les répondants belges ont moins confiance dans leurs institutions nationales à l'automne 2014 qu'au printemps précédent. Si la moitié des Belges interrogés jugent que l'Union européenne va dans la mauvaise direction pour sortir de la crise, ils considèrent néanmoins qu'une implication plus forte de l'Union européenne en matière bancaire, financière et budgétaire serait efficace. La citoyenneté trouve également une place de choix parmi les questions posées : les Belges se sentent citoyens européens, se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne et en Belgique et considèrent que la Belgique ne pourrait pas mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'Union européenne.

Le présent rapport couvrira donc les sujets liés à la crise économique, à la confiance dans les institutions nationales et européennes et enfin à la citoyenneté européenne des Belges. Les résultats généraux et l'annexe méthodologique ont été publiés en ligne et sont disponibles à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb82/eb82_fr.htm

Les diverses opinions recueillies en Belgique auprès d'un échantillon de 1001 personnes sont exposées de manière comparée dans le rapport qui suit. Ce faisant, des références sont faites aux résultats obtenus à l'échelle européenne ainsi qu'à ceux enregistrés précédemment en Belgique lors de la vague 81.4 réalisée au printemps 2014 entre le 31 mai 2014 et le 9 juin 2014 afin de mesurer d'éventuelles évolutions. Les principales tendances qui émergent de l'analyse des opinions sont consignées en conclusion du rapport.

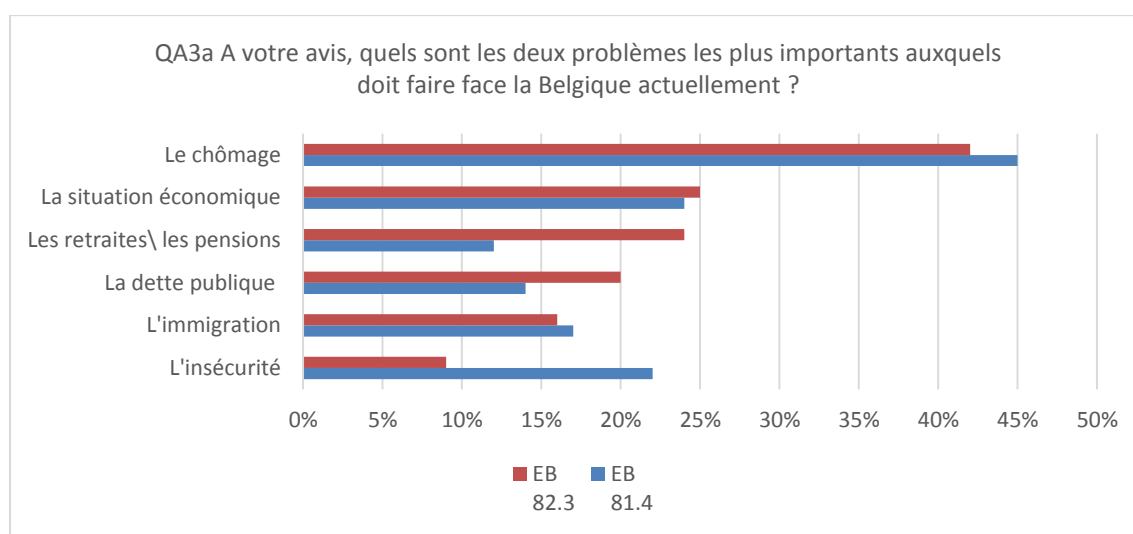
I. Les Belges et la situation économique

- Les principaux problèmes de la Belgique selon les sondés sont le chômage, la situation économique et les retraites et les pensions.
- Seuls 9% des répondants considèrent que l'insécurité est un problème pour la Belgique à l'automne contre 22% au printemps 2014.
- Les Belges interrogés évaluent plus positivement leur situation économique individuelle que la situation économique de la Belgique et de l'Union européenne.
- Les évaluations de la situation de l'économie en Belgique et de l'économie européenne par les citoyens belges se sont fortement détériorées entre le printemps et l'automne 2014.
- Par comparaison avec celles de leurs concitoyens européens, les évaluations de l'économie nationale et de l'économie européenne des Belges interrogés sont moins positives.
- Ils sont aussi plus pessimistes en ce qui concerne les perspectives d'évolution de la situation économique de la Belgique et de l'Union européenne dans les 12 prochains mois.

1. Les principales préoccupations des Belges au niveau national et européen

Interrogés à l'automne 2014, entre le 8 et le 17 novembre, sur les deux principaux problèmes que rencontre la Belgique, **les Belges indiquent le chômage pour 42 % d'entre eux** (UE 28 : 45 %), ce qui est en légère baisse par rapport à leur évaluation du printemps 2014, conduite entre le 31 mai et le 14 juin (- 3 points ; UE 28 : - 3 points). Comme pour l'ensemble des citoyens européens (UE 28 : 24 %), **la situation économique du pays** est le second principal sujet de préoccupations des Belges pour **25 % d'entre eux**.

Les retraites et les pensions suivent de très près la situation économique comme principal problème auquel la Belgique doit faire face : elles sont citées par **24 % des Belges sondés à l'automne 2014, alors qu'ils n'étaient que 12 % à le faire au printemps 2014**. Les citoyens belges interrogés se distinguent ici de l'ensemble des Européens, pour qui les retraites et les pensions sont l'un des principaux problèmes de leur pays pour 11 % seulement d'entre eux. On note aussi que **la dette publique est signalée pour 20 % des Belges sondés à l'automne 2014** comme l'une des principales préoccupations pour leur pays, **en hausse de 6 points** depuis le printemps 2014. **Entre le printemps et l'automne 2014**, si le chômage et la situation économique restent les deux principales préoccupations des Belges interrogés, **les deux problèmes qui suivent ont changé** : l'insécurité, qui arrivait en troisième place au printemps 2014, passe de 22 % à 9 % sur la période, et l'inflation et l'immigration qui constituaient ex-aequo (17%) le quatrième problème de la Belgique pour les sondés restent stables (respectivement 14 % et 16% à l'automne 2014), mais sont supplantés par le problème de la dette publique.

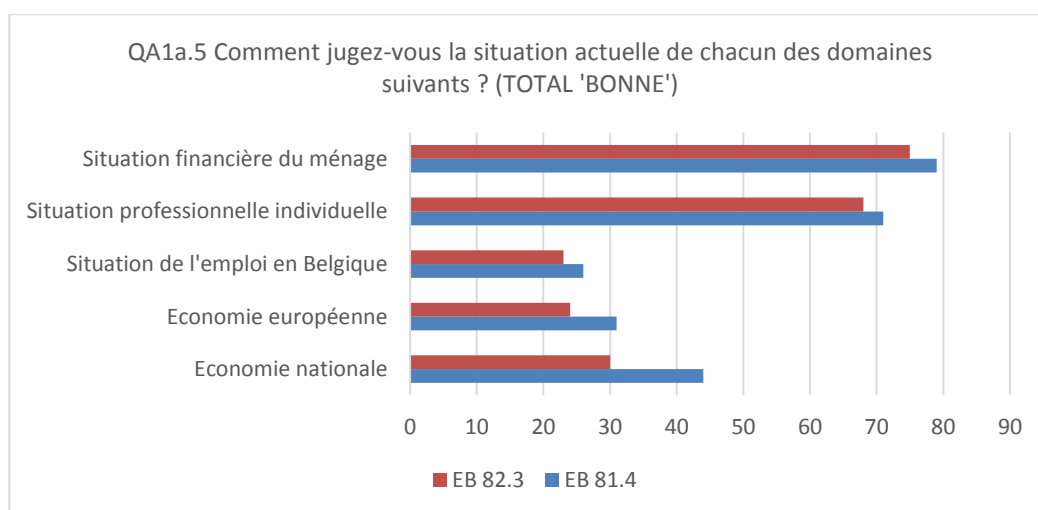


En ce qui concerne **les problèmes les plus importants auxquels l'Union européenne doit faire face**, les Belges interrogés, comme l'ensemble des citoyens européens, considèrent qu'il s'agit d'abord de **la situation économique** (32 % ; UE 28 : 33 %) **et du chômage** (31 % ; UE 28 : 29 %). La hiérarchie des deux principaux problèmes de l'Union européenne est la même qu'à l'été 2014, mais on constate que ces deux problèmes sont moins fréquemment cités par les Belges interrogés : - 7 points pour la situation économique (UE 28 : - 6 points) et - 5 points pour le chômage (UE 28 : - 5 points). L'évolution est similaire à l'échelle de l'ensemble des citoyens européens. En revanche, on observe **une montée du problème des pensions comme préoccupation des citoyens belges au niveau européen** (10 %, + 5 points) **et de l'approvisionnement d'énergie** (10 %, + 5 points), tandis que **l'insécurité perd de son importance** (8 %, - 8 points).

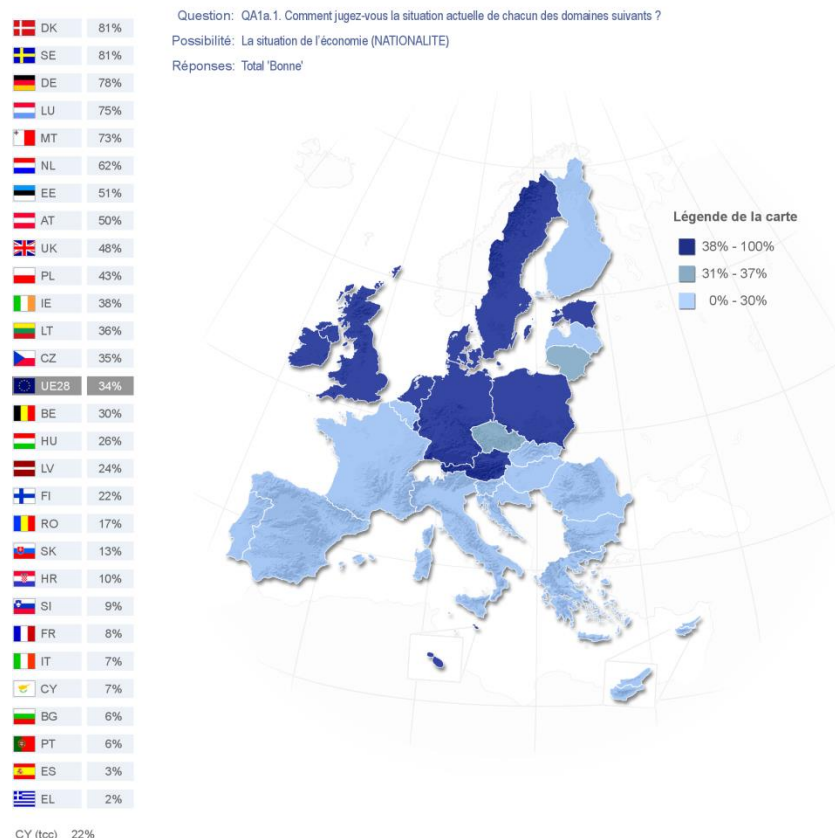
2. L'évaluation de la situation économique

Concernant la situation économique générale, **les Belges interrogés évaluent plus positivement leur situation économique individuelle que la situation économique de la Belgique et de l'Union européenne**. Ils sont ainsi 75 % à juger 'très bonne' et 'plutôt bonne' la situation financière de leur ménage et 68 % à évaluer 'très bonne' et 'plutôt bonne' leur situation professionnelle individuelle, alors qu'ils ne sont que 30 % à évaluer en ces termes l'économie belge, 23 % à qualifier ainsi la situation de l'emploi en Belgique et 24 % l'économie européenne.

Les évaluations de la situation de l'économie en Belgique et de l'économie européenne se sont fortement dégradées entre le printemps et l'automne 2014. On note une baisse de 14 points des évaluations positives de l'économie belge et une baisse de 7 points de celles de l'économie européenne. Sur la même période, les citoyens Belges sondés évaluent aussi moins positivement, quoique la baisse soit moins importante, leur situation professionnelle individuelle (- 3 points), la situation financière de leur ménage (- 4 points) et la situation de l'emploi en Belgique (- 3 points).

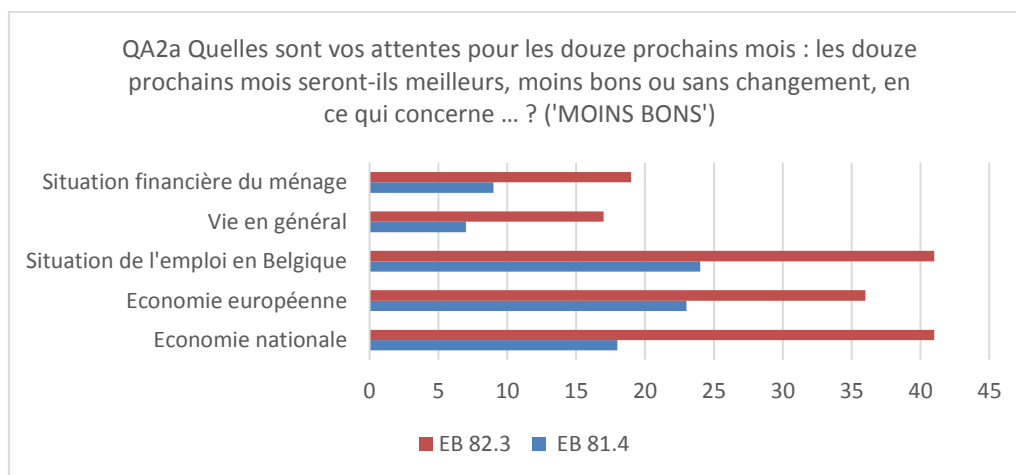


Il faut aussi souligner que **les évaluations de l'économie nationale et de l'économie européenne par les Belges interrogés sont moins positives que ne le sont celles de l'ensemble des citoyens européens**. On constate ainsi un écart de 4 et 6 points respectivement. En revanche, les Belges ont exprimé des évaluations plus positives que leurs concitoyens européens pour ce qui concerne leur situation professionnelle individuelle (+ 12 points) et la situation financière de leur ménage (+ 10 points). L'évaluation positive de la situation de l'emploi au niveau national ne présente pas de différence sensible entre celle des Belges interrogés (23%) et celle des Européens dans leur ensemble (24%).



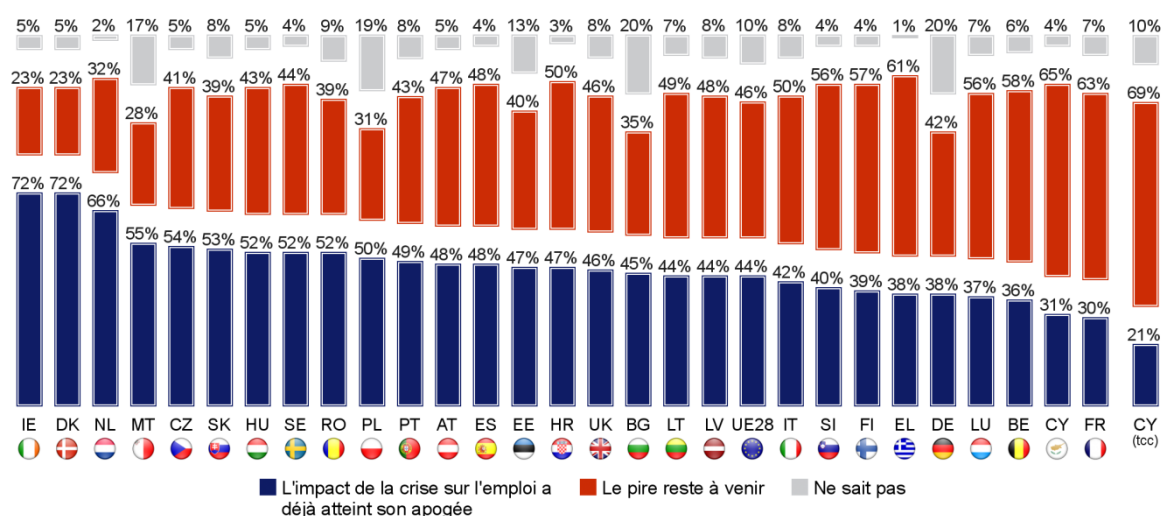
Lorsqu'ils sont interrogés sur leurs attentes pour les 12 prochains mois, **les Belges sont plus pessimistes que leurs concitoyens européens en ce qui concerne l'évolution de la situation économique générale de la Belgique et de l'Union européenne**. Ils sont en effet plus nombreux à estimer que la situation économique de leur pays va se détériorer (41 % ; UE 28 : 28 %), comme celle de la situation de l'emploi de leur pays (41 % ; UE 28 : 30 %) et de la situation économique dans l'Union européenne (36 % ; UE 28 : 24 %). **Sur le plan de leur situation personnelle également, les Belges sont plus pessimistes**. Les répondants belges estiment ainsi plus fréquemment que les citoyens européens dans leur ensemble que leur vie en général sera moins bonne dans les 12 mois à venir (17 % ; UE 28 : 11 %), et que la situation financière de leur ménage se dégradera (19 % ; UE 28 : 14%).

Par rapport à l'enquête conduite au printemps 2014, on observe une dégradation générale de l'évaluation des perspectives d'avenir. Les Belges interrogés sont ainsi plus nombreux à penser que leur vie en général sera moins bonne dans les 12 prochains mois (+ 10 points) et que la situation financière de leur ménage se détériorera (+ 10 points). Par comparaison avec le printemps 2014, les répondants belges estiment aussi à l'automne plus fréquemment que la situation économique de la Belgique sera moins bonne dans l'année à venir (+ 23 points), comme le sera la situation de l'emploi en Belgique (+ 17 points) et la situation économique de l'Union européenne (+ 13 points).



Ce pessimisme des répondants belges est conforté par leur appréciation des effets de la crise économique sur le marché de l'emploi. **A l'automne 2014, ils étaient plus nombreux qu'au printemps de la même année à déclarer que le pire restait à venir (58 % ; + 12 points) et moins nombreux à penser que la crise a atteint son apogée (36 %, - 15 points).** On constate aussi que **par rapport à leurs concitoyens européens, les Belges interrogés sont plus nombreux à penser que le pire reste à venir (UE 28 : 46 % ; + 12 points).**

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



3. Le soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro

76 % des Belges interrogés se déclarent en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro, contre 56 % de leurs concitoyens européens. Il est à noter que ce pourcentage est relativement stable, puisqu'ils étaient 78 % au printemps à se prononcer de même (UE 28 : 57 %)

II. Les Belges et la confiance

- Les répondants belges sont beaucoup moins confiants dans leurs institutions nationales à l'automne 2014 qu'ils ne l'étaient au printemps de la même année, à l'exception du système judiciaire.
- 63 % des Belges interrogés affirment avoir 'plutôt pas confiance' dans leur gouvernement fédéral.
- La confiance que les citoyens belges sondés accordent aux institutions européennes est en baisse entre les deux vagues de l'enquête.
- 49 % de Belges estime que l'Union européenne va dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face à la situation internationale.
- Les Belges interrogés considèrent néanmoins qu'une implication plus forte de l'Union européenne en matière bancaire, financière et budgétaire serait efficace.

1. La confiance dans les institutions nationales

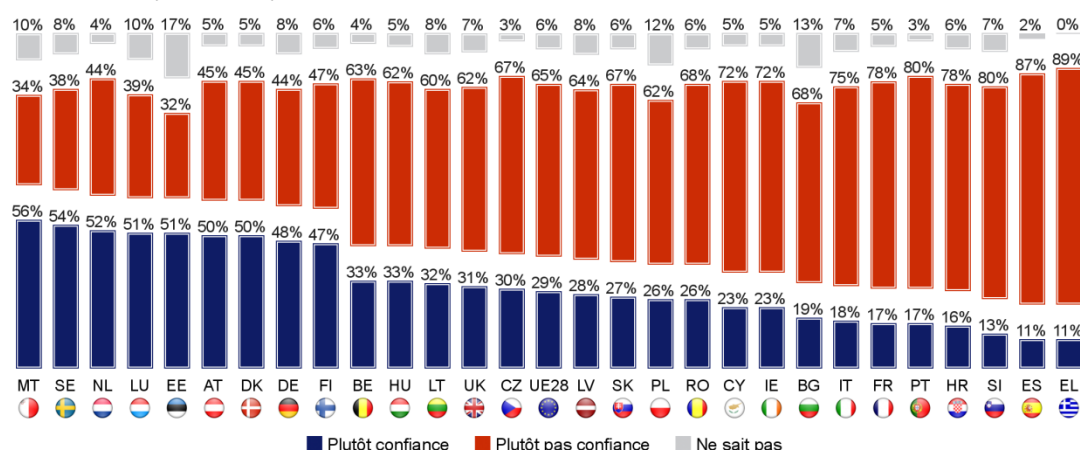
Interrogés à l'automne 2014 sur leur confiance dans les institutions nationales, les répondants belges expriment une diminution conséquente de la confiance qu'ils leur accordent par comparaison avec leurs réponses de l'enquête du printemps 2014. Ainsi, ils sont 33 % à déclarer avoir 'plutôt confiance' dans leur gouvernement, soit une baisse de 10 points par rapport à la précédente vague d'enquête. **En revanche, ils sont majoritaires, 63 %, à exprimer avoir 'plutôt pas confiance' dans leur gouvernement (+ 11 points). Le parlement belge ne parvient pas non plus à susciter un niveau élevé de confiance, puisque seuls 36 % (- 8 points) des sondés affirment avoir 'plutôt confiance', tandis que 58 % (- 8 points) d'entre eux déclarent n'avoir plutôt pas confiance dans cette institution. Les partis politiques suscitent une confiance particulièrement faible des citoyens belges interrogés (18 % ; - 11 points). Au contraire, 78 % des répondants affirment avoir 'plutôt pas confiance' dans les partis politiques. Entre le printemps et l'automne 2014, la perte de confiance est de 12 points. On observe une baisse de 7 points de la confiance des Belges sondés envers les autorités régionales et locales sur la même période, mais ils restent 50 % à déclarer avoir 'plutôt confiance' contre 46 % qui affirment avoir 'plutôt pas confiance'. La seule institution nationale à bénéficier d'un gain de confiance entre les deux vagues d'enquête est le système judiciaire (+ 10 points), mais les 46 % de citoyens belges enquêtés qui déclarent avoir 'plutôt confiance' dans la justice restent minoritaires.**

La baisse de confiance accusée par les institutions nationales belges entre le printemps et l'automne 2014, à l'exception du système judiciaire, ne se retrouve pas dans la confiance exprimée par les citoyens européens dans leur ensemble. Sur la période en effet, les gouvernements nationaux (UE 28 : 29% ; +2 points), les parlements (UE 28 : 30 % ; + 2 points) et les systèmes judiciaires (UE 28 : 49% ; +2 points) gagnent quelques points de confiance. Seuls les partis politiques (UE 28: 14% ; - 3 points) et les autorités politiques régionales et locales accusent une légère baisse (UE 28 : 43% ; -1 point), qui n'est toutefois pas comparable à celles constatée en Belgique.

En dépit de la forte baisse de confiance exprimée par les Belges interrogés en plusieurs de leurs institutions nationales, il est à noter qu'ils sont plus confiants que leurs concitoyens européens en leur gouvernement (+ 4 points), leur parlement (+ 6 points), leurs autorités politiques régionales et locales (+ 7 points) et même dans leurs partis politiques (+ 4 points), à l'exception du système judiciaire (- 3 points).

QA8a.11. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle.

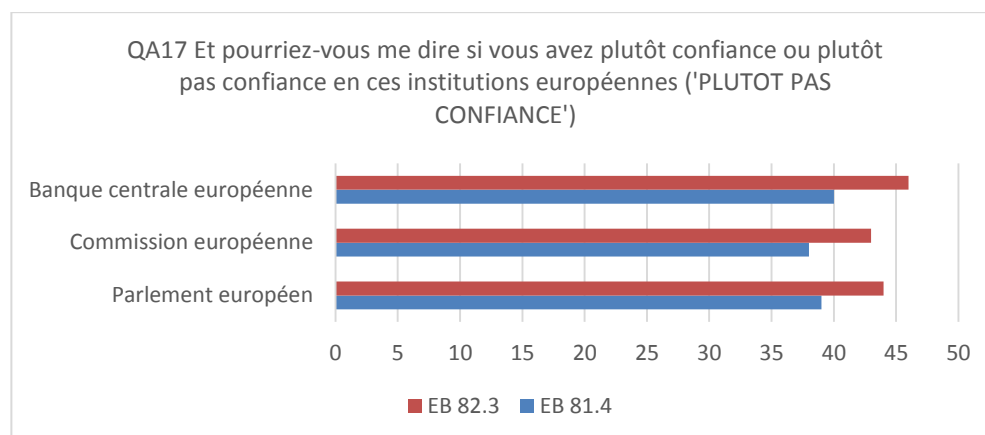
Le Gouvernement (NATIONALITE)



2. La confiance dans l'Union européenne

Dans l'ensemble, les citoyens belges expriment des niveaux de confiance dans les institutions européennes plus élevés que pour leur gouvernement, leur parlement national et leurs partis politiques. La moitié des Belges interrogés affirme en effet avoir plutôt confiance dans le Parlement européen. Ils sont aussi 47 % à déclarer avoir confiance dans la Commission européenne et 41 % dans la Banque centrale européenne. Entre le printemps et l'automne 2014, on constate une dégradation de la confiance reconnue par les citoyens belges sondés à chacune de ces institutions européennes. 44 % déclarent avoir 'plutôt pas confiance' dans le parlement européen à l'automne, alors qu'ils étaient 39 % au printemps. De la même manière, 46 % des Belges enquêtés à l'automne exprimaient avoir 'plutôt pas confiance' dans la Banque centrale européenne, contre 40 % lors de la vague précédente d'enquête.

Malgré la baisse de la confiance des Belges envers les institutions européennes, ceux-ci expriment des niveaux de confiance supérieurs à ceux de leurs concitoyens européens. On note un écart de + 8 points dans le cas du Parlement européen (UE 28 : 42 %), + 9 points dans le cas de la Commission européenne (UE 28 : 38 %) et 7 points dans le cas de la Banque centrale européenne (UE 28 : 34 %). On observe toutefois que les niveaux de défiance à l'égard de ces trois institutions exprimés par les citoyens belges sont similaires à ceux exprimés par les citoyens européens dans leur ensemble.



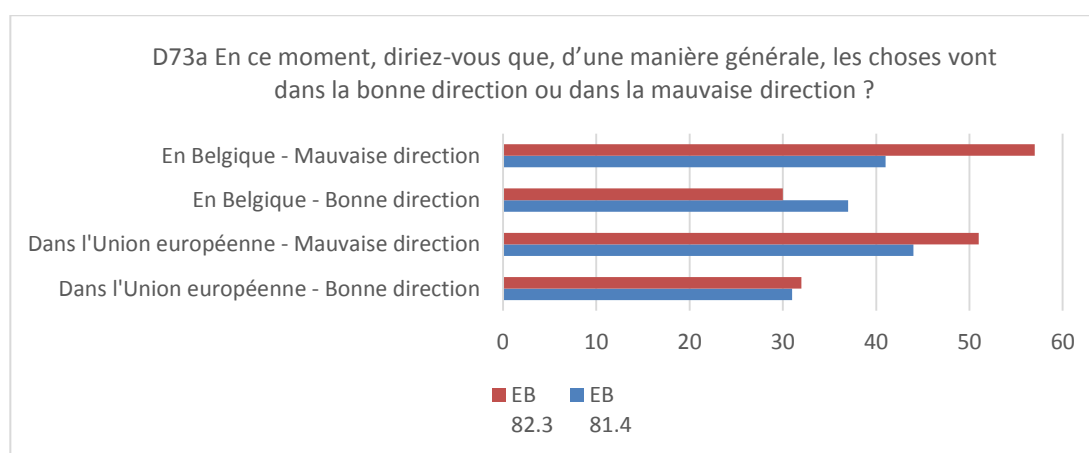
Lorsque l'on se tourne vers l'image de l'Union européenne pour les Belges interrogés, ils sont **42 % à en avoir une image 'très positive' ou 'assez positive'** (UE 28 : 39 %), tandis que 22 % d'entre eux en ont une image 'assez négative' ou 'très négative' (UE 28 : 22 %). Sur cette question, la perception des citoyens belges n'est donc pas sensiblement différente de celle de leurs concitoyens et leur représentation très positive ou assez positive est relativement stable entre les deux vagues d'enquête (+ 2 points).

3. La confiance dans l'avenir et la sortie de crise de l'Europe

Les Belges sondés sont, pour 61 % d'entre eux, 'très optimistes' ou 'plutôt optimistes' concernant le futur de l'Union européenne (UE 28 : 56 %). Ils sont 38 % à se déclarer à l'inverse 'plutôt pessimistes' ou 'très pessimistes' (UE 28 : 37%).

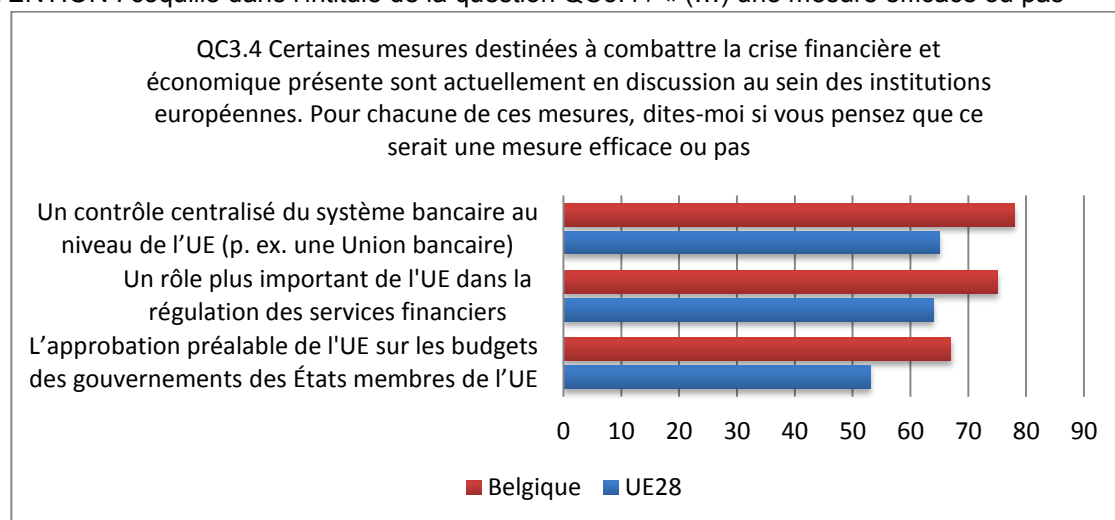
Ces résultats sont toutefois à nuancer. En effet, **la majorité des citoyens belges interrogés (51 %) considèrent que, d'une manière générale, les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union européenne**, contre 32 % d'entre eux qui estiment que les choses vont dans la bonne direction. **57 % des Belges interrogés déclarent que les choses vont dans la mauvaise direction en Belgique**, contre 30 % qui pensent qu'elles vont dans la bonne direction. De plus, par comparaison avec l'enquête du printemps 2014, on observe que les répondants belges expriment moins fréquemment une appréciation positive de l'évolution de la situation en Belgique (- 7 points). En revanche, **on constate qu'ils expriment plus souvent une appréciation négative sur l'évolution de la situation en Belgique (+ 16 points) et dans l'Union européenne (+ 7 points)**. On doit également souligner que les sondés belges sont plus nombreux que leurs concitoyens européens à juger que les choses vont dans la mauvaise direction en Belgique (+ 8 points ; UE 28 : 49 %) et dans l'Union européenne (+ 12 points ; UE 28 : 39 %).

De même, **49 % des Belges estiment que l'Union européenne va dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face à la situation internationale** (UE28 : 46 %). Les Belges interrogés sont aussi plus nombreux que l'ensemble de leurs concitoyens à juger que l'Union européenne va dans une mauvaise direction (35% ; UE28 : 24%). Il est également utile de souligner que depuis le printemps 2014 les citoyens belges sont plus nombreux à penser, sur la base des priorités de l'Union européenne, qu'elle va dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux défis mondiaux (+11 points, UE28 : - 1 point), tandis qu'ils sont moins nombreux à penser qu'elle va dans la bonne direction (-12 points ; UE28 : + 1 point).



Pour sortir de la crise, une forte majorité des Belges interrogés considère pourtant qu'un accroissement du rôle de l'Union européenne en matière financière, budgétaire et bancaire serait efficace dans le contexte actuel. 75 % d'entre eux estiment ainsi qu'un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers serait 'très efficace' ou 'plutôt efficace' (UE 28 : 64%). De même, ils sont 78 % à penser qu'un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'Union européenne serait une mesure globalement efficace (UE 28 : 65 %). Enfin, en ce qui concerne l'approbation préalable de l'Union européenne sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE, une forte majorité des citoyens belges sondés jugent que cette mesure serait 'très efficace ou 'plutôt efficace' (67 % ; UE 28 : 53 %). Il faut souligner que **les appréciations des répondants belges sur l'efficacité d'une implication plus forte de l'Union européenne sont systématiquement plus positives que celles de leurs concitoyens européens**. Elles sont aussi stables depuis le printemps 2014.

ATTENTION : coquille dans l'intitulé de la question QC3.4 / « (...) une mesure efficace ou pas »

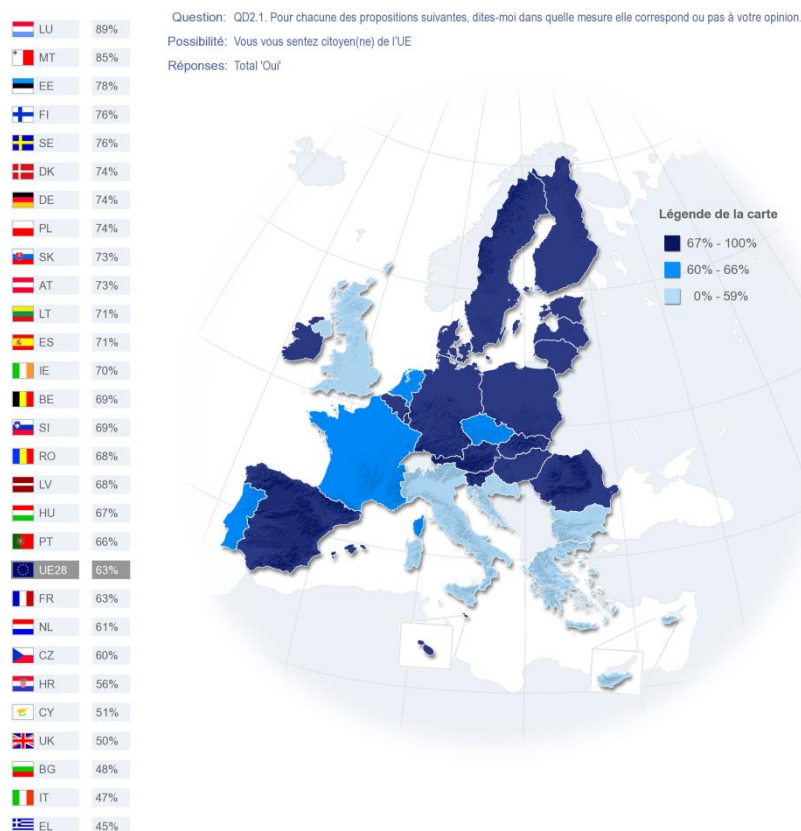


III. La citoyenneté européenne des Belges

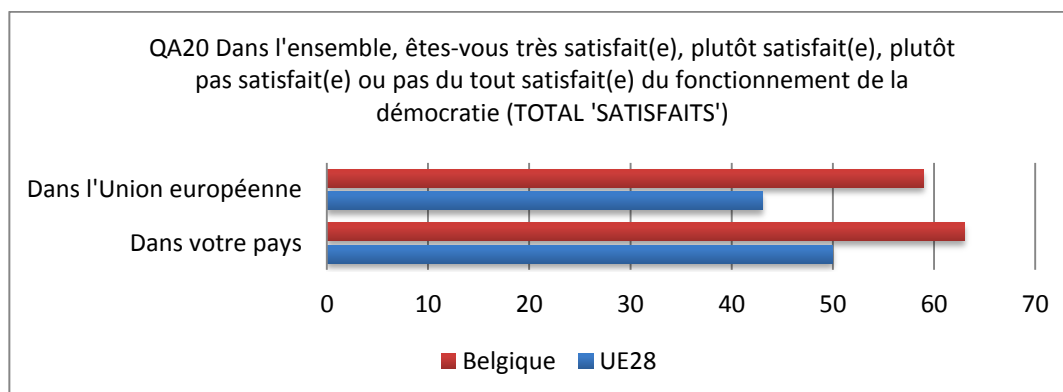
- **69 % des Belges interrogés déclarent se sentir citoyens de l'Union européenne.**
- **59 % des citoyens belges sondés sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne et 63 % le sont du fonctionnement de la démocratie en Belgique.**
- **68 % des répondants sont en désaccord avec l'idée que la Belgique pourrait mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'Union européenne.**

1. Les Belges, des citoyens européens

Lorsqu'ils sont interrogés sur leur citoyenneté européenne, **69 % des Belges interrogés déclarent se sentir citoyens de l'Union européenne** (UE28 : 63%). Par comparaison avec leurs concitoyens européens, l'attachement des Belges à l'Union européenne s'illustre aussi dans le fait qu'ils sont moins nombreux à ne pas se sentir citoyens de l'Union européenne (30% ; UE28 : 35 %).



Ce sentiment de citoyenneté européenne, largement partagé par les citoyens belges sondés, s'articule au fait **qu'ils sont 59 % à se déclarer 'très satisfaits' et 'plutôt satisfaits' du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne**. Cette réponse présente un écart important avec leurs concitoyens européens qui ne sont que 43 % à le penser. Les Belges sont aussi moins nombreux à ne pas être 'du tout' ou 'plutôt pas' satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne (37 % ; UE28 : 45%). Il est à noter que les citoyens belges sondés sont aussi **63 % à affirmer être 'très satisfaits' et 'plutôt satisfaits' du fonctionnement de la démocratie en Belgique**, bien plus que les citoyens européens dans leur ensemble qui le sont à 50 %. Inversement, les Belges s'estiment moins fréquemment insatisfaits de la démocratie dans leur pays que ne le font les autres Européens (36 % ; UE28 : 48%).



On note d'ailleurs que seul un quart des Belges interrogés estime que **la Belgique pourrait mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'Union européenne** (UE 28 : 30%), tandis que **68% des Belges sont en désaccord avec cette proposition**, bien plus nombreux que leurs concitoyens européens à propos de leur propre pays (UE28 : 58%).

Enfin, pour les citoyens belges sondés, l'Union européenne est associée à des réalisations positives. **Au premier rang de ce que l'UE représente personnellement pour eux se trouve l'euro pour 52% d'entre eux** (UE28 : 39%). Au deuxième rang se trouve la liberté de voyager, d'étudier et de travailler partout dans l'Union européenne (43% ; UE28 : 50%), et à la troisième place la paix pour 33% des Belges interrogés (UE28 : 29 %). Ce n'est qu'en quatrième position qu'apparaît une réalisation négative, avec 29% des Belges qui estiment que l'Union européenne représente un gaspillage d'argent (UE28 : 25%).

2. Les Belges et leurs droits

Les répondants belges déclarent connaître leurs droits de citoyens européens à 46% et sont **53% à juger ne pas les connaître** (UE28 : 51%). Dans cette situation, **66% des Belges interrogés déclarent souhaiter en savoir davantage sur leurs droits en tant que citoyens de l'Union européenne** (UE28 : 68%).

CONCLUSION

Les principaux enseignements qui émergent à l'issue de l'enquête Eurobaromètre Standard réalisée en Belgique à l'automne 2014 sont les suivants :

- **Pour les Belges interrogés, le chômage et la situation économique de la Belgique sont les deux principaux problèmes auxquels leur pays fait face, suivis de près par les retraites et les pensions. Ils évaluent plus positivement leur situation économique personnelle que la situation économique de leur pays et de l'Union européenne.**

Pour 42% des répondants belges, le chômage arrive en tête des difficultés auxquelles la Belgique est confrontée (UE28 : 45%), suivi par la situation économique nationale pour 25% d'entre eux (UE28 : 24%) et les retraites et les pensions pour 24% des sondés (UE28 : 11%). De plus, 75% des citoyens belges interrogés considèrent que la situation financière de leur ménage est 'très bonne' ou 'plutôt bonne', tandis qu'ils ne sont que 30% à évaluer la situation de l'économie en Belgique comme étant 'très bonne' ou 'plutôt bonne' et 24% à considérer en ces termes l'économie européenne.

- **L'évaluation de la situation de l'économie belge et de l'Union européenne par les répondants belges s'est fortement dégradée entre l'enquête conduite au printemps 2014 et celle conduite à l'automne.**

Les évaluations positives de l'économie belge par les sondés baissent de 14 points entre juin (31 mai-14 juin) et novembre (8-17 novembre) 2014. Les évaluations positives relatives à la situation économique dans l'Union européenne perdent pour leur part 7 points sur la même période. Il est à noter que les évaluations des Belges interrogés sont moins positives que celles de leurs concitoyens européens à la fois pour ce qui concerne l'économie nationale (30% ; UE28 : 34%) et l'économie européenne (24% ; UE28 : 30%).

- **Interrogés sur leurs attentes pour les 12 prochains mois, les Belges interrogés sont plus pessimistes à l'automne qu'ils ne l'étaient au printemps 2014 pour ce qui est de l'évolution de la situation économique nationale et leur situation personnelle. Ils sont aussi plus pessimistes que leurs concitoyens européens.**

A l'automne 2014, les sondés belges étaient plus nombreux qu'au printemps à estimer que la situation économique de la Belgique allait se dégrader dans les 12 prochains mois (+ 23 points). Ils sont aussi plus nombreux à penser que leur vie sera moins bonne (+ 10 points). En outre, par comparaison avec leurs concitoyens du reste de l'Union européenne, les Belges interrogés sont plus nombreux à estimer que la situation de l'économie nationale sera moins bonne dans les 12 prochains mois (41% ; UE28 : 28%), comme leur existence personnelle (17% ; UE 28 : 11%).

- **La majorité des Belges interrogés, 63 % d'entre eux, déclarent avoir 'plutôt pas confiance' dans leur gouvernement, soit une hausse de 11 points par rapport à l'enquête conduite au printemps 2014.**

Ils sont 33 % à déclarer avoir 'plutôt confiance' dans leur gouvernement, soit une baisse de 10 points par rapport à la précédente vague d'enquête.

- **Les Belges sont plus confiants dans les institutions européennes que dans leur gouvernement et leur parlement national.**

La moitié des Belges interrogés déclare avoir confiance dans le Parlement européen contre 36% en leur parlement national. De même, 47% des citoyens belges affirment avoir confiance dans la Commission européenne.

- **Les Belges se sentent citoyens européens et souhaitent un accroissement du rôle de l'Union européenne en matière financière, budgétaire et bancaire dans le contexte actuel.**

69 % des citoyens belges sondés déclarent se sentir citoyens de l'Union européenne (UE28 : 63%). 75% d'entre eux estiment par ailleurs qu'un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers serait 'très efficace' ou 'plutôt efficace' (UE28 : 64%). 67% d'entre eux considèrent aussi que l'approbation préalable de l'Union européenne sur les budgets des gouvernements des Etats membres serait une mesure 'très efficace' ou 'plutôt efficace' (UE28 : 53%).